Cahier de doléances du Tiers État de La Fresnais (Ille-et-Vilaine)

Cahier de doléances, plaintes et remontrances des composant la paroisse de La Fresnais, évêché de Dol, ci-après soussignés en ce qu'il y en a qui le savent faire, pour être remis à Messieurs les Députés choisis par délibération dressée de ce jour.

1° Les habitants de cette paroisse sont de temps immémorial surchargés de subsides et sous différentes dénominations, comme capitation, corvée, franc-fief, fouage ordinaire, extraordinaire, casernement, dixième, vingtième, deux sols pour livre du dixième, huit sols pour livre en sus du droit de franc-fief, perçus arbitrairement, et les dix sols pour livre en sus du droit de contrôle et insinuation également perçus arbitrairement, dîmes ecclésiastiques et laïques, sans parler que la plupart des propriétés qui composent cette paroisse sont fréquemment inondées par les eaux douces des terrains supérieurs et exposées aux inondations de la mer, n'en étant préservées que par une digue dont les frais d'entretien ont souvent surpassé dans de certaines années le produit de ce terrain.

2° Les délibérants sont d'avis que les délibérations soient prises aux États par les trois ordres réunis et que les suffrages soient comptés par tête ; leurs députés adhèrent à cette forme de voter.

3° Que l'on assure la constitution du royaume et les droits de la Nation par des lois claires et invariables.

4° Que l'on réclame contre les exclusions données par les ordonnances au Tiers État de parvenir aux grades dans le militaire et de posséder des charges dans les parlements des cours souveraines du royaume, sauf néanmoins la préférence qui est due à la noblesse en cas de concurrence à égalité de mérite.

5° Que l'on prenne une connaissance exacte des dettes de l'État, de ses revenus et de ses dépenses annuelles, et que l'on ne regarde comme dettes de l'État que celles qui auraient été légitimement faites pour le besoin de l'État, de même celles dont les fonds auraient été réclamés et fidèlement employés aux besoins de l'État et les emprunts dûment autorisés.

6° Que l'on retranche de l'état des dettes. Celles que les agiotages et anticipations frauduleuses auraient occasionnées, ensemble celles que l'on aurait fait contracter au Roi, pour des acquisitions et des échanges où il aurait été évidemment lésé.

7° La cause des malheurs actuels en tous genres ne pouvant être attribuée qu'au défaut d'États généraux, les susdits députés sont autorisés à demander que l'intervalle de leurs assemblées successives soit fixé, et spécialement que l'époque de la seconde tenue d'après celle de la présente année soit déterminée ; qu'à chacune de ces assemblées il soit traité de toutes les matières relatives à la quotité, à la nature et à la perception des subsides, à la législation et à l'administration du royaume.

8° Qu'aucune loi essentielle, aucun emprunt et aucune levée de deniers ne puissent avoir lieu que par le concours de l'autorité du Roi et du vœu et du consentement libre de la Nation.

9° De représenter au souverain qu'il est extrêmement d'illicite que le vœu qu'il a formé d'une parfaite égalité entre tous ses sujets dans la contribution de tous les impôts et charges relatives aux besoins de l'État soit religieusement observé, tant qu'il existera une aussi prodigieuse quantité de charges et d'impôts sous différentes dénominations ; que s'il était possible à la Nation assemblée de convenir d'une somme proportionnée aux besoins de l'État, ensuite répartie par provinces, par évêchés, etc., il paraîtrait plus facile de parvenir à une juste égalité.

10° De requérir que le Tiers État, pour les États de la province, soit représenté au moins en même nombre que le Clergé et la Noblesse.

11° Que les avis ne soient point pris par ordre, comme ils l'ont été depuis que les abus sont en règne, mais bien par tête, comme le bon ordre l'exige.

12° Que MM. les curés ou recteurs des paroisses, la partie la plus essentielle de tout le clergé, soient appelés aux assemblées particulières et générales comme les plus éclairés sur les calamités publiques dans

~~l'ordre de l'Église.~~

13° Que les quêtes des religieux, notamment des religieuses, soit qu'elles soient d'institution de leur ordre, permises ou tolérées, sont de leur nature bien répugnantes et réellement très à charge, et qu'il serait facile d'y pourvoir d'une manière plus décente et moins onéreuse pour les peuples des campagnes.

14° Le précepte d'entendre la messe tous les dimanches et fêtes semble exiger des ministres en nombre suffisant pour la dire, et cependant, malgré les richesses des gros décimateurs, du curé ou recteur, on n'a pas dans beaucoup de paroisses l'avantage d'avoir un vicaire, sous le prétexte, qu'il faut au moins 500 communiants pour l'obtenir et qu'un de moins, qui ne ferait pas une différence sensible, suffit pour exclure cette faveur et mettre à l'abri de pouvoir y contraindre les gros décimateurs et les recteurs.

Sur tous ces points et le redressement de ces abus ainsi que de tous autres qui pourront être rappelés dans l'occurrence, les délibérants ont autorisé leur député à solliciter l'insertion dans le cahier général de doléances de leur réclamation contre tous ces abus. Le général de la dite paroisse adhère tout en son entier à l'arrêté pris par les députés de l'ordre du Tiers, le 27 décembre dernier.

Le présent cahier fait et rédigé le 1^{er} avril 1780 sous les seings des habitants.